



CNRS-INSERM  
INRIA-IRD-INED-  
IFREMER

# Motion du congrès régional du SNTRS-CGT – Région Occitanie Ouest

Toulouse, le 24 septembre 2024

**Se préparer à combattre le nouveau gouvernement Macron-Barnier-Hetzel !**

**Pour un syndicalisme de lutte de classe ! Pour un syndicalisme de combat !**

Compte tenu du premier ministre (ancien ministre de Sarkozy), des partis qui composent le gouvernement (LR, Ensemble, Modem, UDI), de la tutelle qu'exerce le RN, des nouveaux coups vont pleuvoir sur les travailleurs. La réduction du déficit de 10 milliards d'euros ne pourra pas se faire sans attaquer les besoins les plus fondamentaux de la classe ouvrière.

Le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, Patrick Hetzel, député LR, est un réactionnaire. Opposé au mariage pour tous, à la PMA, il s'est prononcé pour des restrictions du droit à l'avortement et contre le droit de choisir sa mort. Dans notre secteur, c'est un artisan de la loi LRU, et partisan de mettre les universités au service des entreprises.

Barnier-Retailleau seront les ennemis des travailleuses et des travailleurs, de leur salaire, de leur retraite, de leur droit de se soigner, de s'instruire, de s'établir en France quand ils sont étrangers... Quant à la méthode, Barnier a déclaré dès sa première interview en tant que premier ministre : « on doit respecter et prendre en compte les partenaires sociaux, les syndicats. » (Journal de 20h, TF1, 6 septembre 2024). En effet, il ne peut pas s'appuyer sur une majorité forte à l'Assemblée Nationale, c'est pourquoi il cherche à s'appuyer sur les concertations et la participation des directions syndicales aux instances de dialogue social et de cogestion. Avec un tel gouvernement et un tel ministre, nous n'avons pas affaire à des partenaires bien intentionnés à qui il faudrait faire des propositions. Nous avons affaire à des ennemis de classe.

Il faut se préparer à affronter le gouvernement Macron-Barnier et à le vaincre en isolant le nouveau gouvernement ! Voilà la responsabilité d'un syndicat au service des intérêts des travailleurs, résolument engagé dans la lutte des classes. Il faut donc en premier lieu combattre contre toute concertation-discussion de ses plans et de son austérité !

Dans l'ESR et dans la Fonction Publique, les plans d'autonomie (transformation des EPST, destruction des statuts de leur personnel, acte II de l'autonomie...) ainsi que le plan Guerini de liquidation du statut de la fonction publique ont été suspendus. Ils n'ont pas été retirés et les expérimentations locales (EPE, expérimentations Gillet, expérimentations acte II) se poursuivent. Sous une forme ou sous une autre, le gouvernement Macron-Barnier poursuivra ses plans.

Le congrès régional se prononce pour le retrait des plans Gillet, acte II de l'autonomie et Guerini, pour l'arrêt immédiat de toutes les expérimentations acte II et Gillet, pour le retrait de tous les projets d'établissements expérimentaux (EPE, CCT...) et le retour au statut d'université pour ceux engagés ! Il appelle à la sortie des conseils de cogestion, qui mettent en place les expérimentations ! Il mandate ses délégués au congrès national pour que notre syndicat national reprenne ces positions et appelle les autres syndicats de l'ESR à les reprendre.

Face à l'offensive générale contre les travailleurs que prépare le gouvernement, le congrès régional se prononce pour : la mise en place de vraies négociations en lieu et place du prétendu dialogue social, fin de la cogestion ! Non au budget d'austérité ! Abrogation de toutes les mesures contre les retraites et l'assurance maladie, contre l'enseignement supérieur et la recherche publique !

Augmentation des salaires, indexation sur les prix, création des postes nécessaires, titularisation des précaires !

Motion adoptée à l'unanimité.